

contre 2,248 donné au colonel Stuart. Mais le plus grand succès a été remporté à Aberdeen, où M. Leith, un libéral, a été élu par 4,302 suffrages, tandis que le candidat conservateur n'en a obtenu que 704.

Les manœuvres et les apprentis des ouvriers qui sont en grève, ont tenu hier soir un grand meeting à Trafalgar-Square. Ils étaient au moins 2,500. Comme je vous l'ai écrit, ce sont les victimes les plus à plaindre du conflit engagé entre les constructeurs et leurs salariés, les maçons et les charpentiers. Hommes de peine dans toute la force du terme, leur salaire est si minime qu'il leur est impossible de rien épargner, même quand ils ont du travail. En ce moment, ils sont dans une misère affreuse et ne savent comment vivre. Parmi les résolutions qu'ils ont prises hier soir, figure en première ligne celle de s'organiser et de constituer, eux aussi, une société de secours, une union pour se protéger et se soutenir mutuellement.

Le *Journal de Genève* du 29 juin rend compte en ces termes de la séance dans laquelle le tribunal arbitral international, constitué par le traité de Washington, a arrêté les bases de ses futures opérations et écarté les difficultés préliminaires qui l'empêchaient de statuer sur le différend anglo-américain :

« Si le tribunal n'a eu, depuis quinze jours qu'il est réuni, que de courtes et rares séances, on peut dire qu'il les a bien employées et qu'il n'a pas perdu son temps.

« Aujourd'hui le voile qui recouvrait ses délibérations est levé, et nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos lecteurs que, dans la séance de jeudi, le tribunal a décidé de commencer ses travaux. Les difficultés préliminaires de la solution desquelles dépendait essentiellement la question de l'arbitrage dans son ensemble, nous voulons parler d'abord des réclamations des Etats-Unis quant aux dommages indirects, et en second lieu de la demande d'ajournement à six ou huit mois formulée par l'Angleterre. La première de ces demandes ayant été écartée, la seconde tombait d'elle-même.

« Plusieurs autres questions sont naturellement restées dans l'ombre, et l'on sait que dans des débats de cette nature il y a toujours des pourparlers officieux qui précèdent aux discussions officielles. Nous laisserons donc ici tout ce qui n'est qu'hypothèse ou fantaisie, et nous nous en tiendrons aux documents positifs que nous avons pu recueillir.

« En suivant l'ordre chronologique, nous commencerons par le document capital sur lequel depuis lors ont roulé toutes les discussions. Nous voulons parler de la proposition présentée par M. le comte Solopis, dans la séance du mercredi 19 juin. Elle est ainsi conçue :

« La demande formulée par l'agent du gouvernement des Etats-Unis, se trouvant actuellement soumise à la considération des arbitres, M. le président du tribunal, comte Solopis, propose de faire au nom des arbitres, aux parties intéressées, la communication suivante :

« Les arbitres des Etats-Unis ont entendu d'avance que, dans les observations qu'ils vont présenter, ils n'ont en vue que la demande formulée par l'agent du gouvernement des Etats-Unis, et qu'ils ne s'occupent pas de la détermination, de la demande d'ajournement, ou d'un quelconque autre point qui pourrait se prolonger jusqu'à la fin de l'année de l'année prochaine, ainsi que les motifs à l'appui de cette demande, à savoir : la différence d'opinion qui existe entre le gouvernement des Etats-Unis, quant à la compétence du tribunal de conciliation, en vertu du traité de Washington, des réclamations présentées dans le Mémoire des Etats-Unis, à l'égard des dommages indirects dans les différends des Etats-Unis, c'est-à-dire :

1° Pertes éprouvées, par suite du transfert sous pavillon britannique, par le commerce maritime des Etats-Unis ;

2° Elevation du taux des primes d'assurance ;

3° Prolongation de la guerre et augmentation considérable des frais de la guerre et de la répression de l'insurrection ;

4° Et enfin l'essor auquel ne renonce pas le commerce britannique que, si l'on accorde dans ce but un temps suffisant, il sera possible d'effectuer par des négociations une convention supplémentaire et la solution de la difficulté qui s'est présentée.

« Les arbitres ne se proposent pas d'émettre explicitement ni implicitement aucun avis sur le point en controverse entre les deux gouvernements relativement à l'interprétation ou à l'effet du traité ; mais ils ont l'honneur de déclarer qu'ils ne peuvent avoir d'autre but que de fournir aux deux gouvernements de déterminer si les réclamations en question sont ou ne sont pas soumises à la décision des arbitres, ou s'il s'agit d'un autre point, la conclusion suivante : que ces réclamations, d'après les principes de droit international applicables en pareil cas, ne constituent pas une base suffisante pour fonder un jugement de compétence ou un calcul d'indemnité, et que d'après ces mêmes principes lesdites réclamations devraient être entièrement exclues de la considération du tribunal dans son jugement, et quand même elles ne seraient pas en de désaccord entre les deux gouvernements relativement à la compétence du tribunal d'en décider.

« C'est en vue d'arriver à un arrangement des autres réclamations, à l'exception de celles par le tribunal arbitral international, que M. le président du tribunal, comte Solopis, a proposé de présenter aux parties intéressées, cette explication de l'opinion qu'il se fait sur la question de droit, par laquelle il entend faire connaître, afin qu'après cette déclaration du tribunal, le gouvernement des Etats-Unis puisse examiner si, à l'égard des réclamations mentionnées en premier lieu, il ne saurait trouver un moyen qui dégage le tribunal de la nécessité de se prononcer relativement à la compétence du tribunal, et qu'il n'ait, en attendant, M. le comte Solopis décide de convoquer immédiatement les arbitres, c'est-à-dire mardi dernier au lieu de mercredi.

« Dans cette séance, M. R. Davis, au nom de son gouvernement, a fait la déclaration suivante :

« La déclaration que les arbitres, individuellement et collectivement, ont émis, a été proposée relativement aux réclamations présentées par les Etats-Unis à l'arbitrage du tribunal pour les pertes éprouvées :

1° Par suite du transfert des Etats-Unis ;

2° Par l'élévation du prix des assurances ;

3° Par la prolongation de la guerre et par l'augmentation considérable des frais de la guerre et de la répression de la rébellion, et

4° Le président des Etats-Unis comme déterminant de leur jugement vis-à-vis de la question importante de droit public que ces réclamations mentionnent.

« L'agent des Etats-Unis est autorisé à déclarer que, non content de ces réactions, il n'insistera pas devant le tribunal sur lesdites réclamations, et qu'il les peut élever de toute considération de la part du tribunal dans le jugement qu'il pourra avoir à prononcer, de quelque nature qu'il puisse être ce jugement.

« La-dessus Lord Tenterden, en acceptant cette déclaration, demanda à son tour de pouvoir en référer à son gouvernement ; un ajournement de la séance fut décidé, et fixé à quarante-huit heures, c'est-à-dire à jeudi, pour lequel le tribunal, le gouvernement britannique n'avait plus de motif de persister dans sa demande d'ajournement, et M. le président Solopis, parlant au nom du tribunal, a prononcé le jugement suivant (que nous donnons d'après la simple traduction du texte anglais et dont, par conséquent, nous ne pouvons garantir que le sens, et non les termes exacts) :

« Le comte Solopis, au nom de tous les arbitres, déclare :

1° Que les différentes réclamations pour dommages indirects, mentionnées dans le mémoire présenté par le gouvernement des Etats-Unis et relevées dans le mémoire de M. le président Solopis, et qui sont d'ores et déjà entièrement exclues des considérations du tribunal ;

2° Et charge son secrétaire de prendre acte de cette déclaration et de la consigner au procès-verbal des délibérations de ce jour.

« Il n'a eu en même temps Lord Tenterden que le tribunal a consenti, sur sa demande, à lui accorder un délai de quinze jours pour qu'il puisse se procurer le travail et la publication de ses pièces justificatives, suspendues et arrêtées dans l'incertitude sur le résultat final de la conférence.

« Lord Tenterden fait distribuer ensuite à chacun de MM. les arbitres et de MM. les conseillers un double exemplaire de son Mémoire.

« Puis M. le comte Solopis prononce un discours dans lequel, après quelques mots de reconnaissance personnelle envers la conférence, il remercie MM. les arbitres des conseils de la persévérance et de la bonne volonté dont ils ont fait preuve, en même temps qu'il se félicite, au nom de l'humanité, des espérances que permet de concevoir l'heureuse solution des difficultés qui paraissent devoir paralyser la grande œuvre de l'arbitrage international.

« Le tribunal, après discussion, s'est ajourné au 15 juillet.

« La partie principale de ce grand travail est donc achevée. Les principes ont été posés. Dans les conférences suivantes il ne s'agit plus que de détails. Aussi un grand nombre de reporters anglais et américains quittent-ils Genève aujourd'hui, moins soucieux des chiffres à débiter qu'ils ne l'étaient de la question préjudicielle à déterminer.

NOUVELLES D'ITALIE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Rome, 23 juin.

Nous possédons un nouveau facsimile de la cour pontificale, que le Pape a revêtu de son autorité, en y apposant sa signature, mais dont la rédaction est due à un employé supérieur de l'ancienne secrétairerie d'Etat, en sorte qu'on peut dire que le cardinal Antonelli s'est écrit à lui-même la lettre dont il s'agit et que vous savez probablement sous les yeux.

Il nous semble que ce document n'est pas destiné à produire une grande sensation, car il ne contient point d'arguments nouveaux. Les lamentations sur la perte du pouvoir temporel n'ont pas en, jusqu'ici, le don d'émouvoir la diplomatie, qui n'est pas très-sentimentale. La cause de ce pouvoir a été jugée en dernier ressort ; son arrêt est définitif et irrévocable, et quoi que puissent tenter quelques membres exaltés de l'Assemblée de Versailles, sous prétexte qu'ils n'ont pas été consultés, leurs efforts resteront inutiles, par une raison péremptoire : on ne peut réveiller un mort.

La question de la liberté personnelle du Pape a été résolue, non-seulement comme la précédente, par la diplomatie, mais encore par une nombreuse armée de catholiques, ayant entrepris, depuis vingt mois, un pèlerinage à Rome. Tous les gens de bien, même les plus prévenus, ont vu de leurs yeux que les prétendues persécutions du gouvernement italien ne sont qu'une fantasmagorie inventée pour alarmer les consciences timides. Quant à l'indépendance de l'autorité spirituelle, c'est le Pape lui-même qui s'est chargé d'en fournir la preuve irréfutable par la nomination directe et sans contrôle des évêques italiens.

Voilà donc la lettre du Pape réfutée dans ses parités principales. Il reste la question de la loi sur les corporations religieuses, qui a servi de prétexte à la nouvelle publication papale.

L'annonce de cette loi n'est point un nouveau. Il y a longtemps qu'elle est attendue par les populations de la province romaine, qui demandent à être traitées comme les autres provinces d'Italie, et il est assez singulier qu'on ait différé ses plantés jusqu'à ce jour, quand cette loi était comprise dans le programme de la session parlementaire inaugurée par un discours royal.

On allègue que l'existence des corporations religieuses de Rome est nécessaire pour que l'exercice de l'autorité spirituelle du Pape puisse s'étendre dans toute sa plénitude. Pie IX ne pensait pas ainsi lorsqu'il faisait préparer, pour être soumis aux délibérations du Concile, un schéma réduisant tous les ordres religieux à cinq, soumis à une seule et même règle.

Du reste, dans la nouvelle législation italienne, l'Etat ne prononce point la dissolution des corporations religieuses ; il reconnaît que ce droit appartient au chef de l'Eglise. Il se contente donc de leur enlever la personnalité civile, sans les empêcher de se réunir en associations privées, et c'est ce qui arrive partout. Beaucoup de personnes s'imaginent que parce que les congrégations religieuses ont été supprimées, il ne doit plus exister en Italie ni moines, ni sœurs contemplatives. C'est une grande erreur. Ceux qui parcourent ce pays peuvent s'assurer qu'il n'y a pas un couvent de moins.

Quant aux biens possédés par les congrégations religieuses, c'est une autre affaire. L'Etat en a fait un domaine public, mais le gouvernement s'est déjà expliqué à cet égard : il n'entend point en faire une spéculation, et il compte en consacrer les revenus aux frais du culte et aux encouragements à donner à l'instruction publique.

Le *Te Deum* chanté, dimanche dernier, à Saint-Pierre, en l'honneur du 26^e anniversaire du pontificat de Pie IX, avait attiré beaucoup de monde. La cérémonie religieuse a été célébrée par Mgr de Méro, archevêque de Mérida en Espagne, et chanoine de la basilique. On y voyait plusieurs membres de l'aristocratie romaine, restés fidèles au Pape roi ; les affiliés aux diverses associations catholiques ; les membres d'une infinité de confréries, archiconfréries, etc. ; tous les élèves des séminaires, romains et étrangers et du collège de la propagande ; les officiers, soldats et gendarmes de l'ancienne armée papale, réfugiés au Vatican ; tous ceux qui reçoivent encore des subsides du Pape, tels que : ex-employés, shires et autres agents de police, squadrighieri, cacciapietra et autres prisonniers anachorètes, par amour du *fascio*, se sont volontairement renfermés dans cet asile inviolable, et enfin un certain nombre de curieux, attirés par l'annonce que Pie IX assisterait à la cérémonie célébrée en son honneur. Tout cela pouvait former un total de 8 à 10 mille personnes.

Je ne saurais affirmer la présence du Pape. J'ai vu, en un certain moment, les yeux dirigés vers un vitrage étendu au-dessus de la porte du milieu de la basilique, et j'ai entendu un cri de : *Vive Pie IX !* qui est resté isolé, mais j'avoue que j'ai aperçu personne derrière le vitrage désigné. Quoi qu'il en soit, si le Saint-Père était présent, il a pu juger que le nombre des assistants n'atteignait pas le quart de ceux qui accouraient en foule, au temps où il célébrait les cérémonies religieuses de la semaine sainte.

Les réceptions officielles, commencées le 15 de ce mois, ne poursuivent chaque jour, sans interruption, au Vatican, et se prolongeront encore pendant quelques jours. Cela prouve que la santé du Pape est excellent, et que cet exercice un peu monotone ne lui déplaît pas. Il écoute volontiers la lecture des Adresses qui lui sont présentées par des hommes, des femmes ou des enfants, et qui se ressemblent toutes, et il y répond à peu près dans les mêmes termes, par des paroles mystiques, entremêlées de citations latines, qui ne sont pas toujours comprises.

La Chambre des Députés a attendu vendredi le terme de ses travaux parlementaires, qu'elle aurait pu achever beaucoup plus tôt, si elle n'avait été proposée de se donner, à plusieurs reprises, environ deux mois de vacances. On est parvenu avec peine à réunir le nombre de votants nécessaire pour valider un scrutin. Cette opération, qui avait dû être accomplie, a pleinement réussi le lendemain, grâce au moyen ingénieux employé ici pour éluder les prescriptions formelles du Statut national. Je vous ai déjà expliqué ce mécanisme sur lequel je ne reviendrai pas. Il vous suffira de savoir que 217 députés, sur 378, ont voté, en un tour de main, dix-sept projets de lois discutés dans des séances précédentes.

Il faut maintenant que ces dix-sept lois soient soumises aux délibérations du Sénat, obligé de se livrer à une discussion qui se prolongera jusqu'aux jours caniculaires. Le gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur la question de prolongation ou de clôture de la session. Il a le temps d'y penser d'ici au mois de novembre.

Je n'ignorais pas qu'on se plût encore, au Vatican, à jouer au petit gouvernement, comme les enfants jouent au petit ménage ou à la petite chapelle. Je savais qu'on y réunissait des conseils de ministres, que M. Rudi continuait à faire des rapports de police ; je savais que le général Kanizer se donnait la satisfaction de passer en revue sa petite armée en miniature ; je savais qu'on avait institué une université au petit pied, et qu'il ne manque que des évêques, mais que je ne savais pas, c'est que ces divers tribunaux y fonctionnent encore. Ce fait vient de nous être révélé par un arrêté qu'on m'auroit avoir

été rendu par le tribunal criminel, qui a évoqué l'affaire du gendarme De Luca, tué dans une rixe avec des gardes nationaux.

Il paraît que le principal accusé a été condamné à la peine de mort, deux de ses complices ont été condamnés à quinze ans de travaux forcés, et les autres à des peines inférieures. Il restera toujours à trouver le moyen de faire exécuter la sentence. Au milieu des regrets qu'éprouve en lui la perte de son pouvoir temporel, le Pape doit éprouver un grand soulagement : celui de ne plus être obligé de faire fonctionner cet horrible instrument qu'on appelle la guillotine.

NOUVELLES D'AUTRICHE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Vienne, 25 juin.

Des commentaires de notre presse libérale sur le mémoire épiscopal, dont il est question dans ma dernière lettre, il résulte nettement, que loin de leur paraître conciliantes, comme à M. de Stromayer, les dispositions des évêques cisleithans paraissent au contraire à nos journaux intolérantes et dangereuses.

Peut-être l'esprit de conciliation dont parlait M. de Stromayer se manifeste-t-il dans des passages non encore publiés du susdit mémoire. Quant aux fragments qu'on en connaît, on s'accorde à les regarder comme inconciliables avec la partie la plus précieuse des lois fondamentales. On ne veut pas d'un compromis qui sacrifierait à l'Eglise les lois scolaires, et l'on est convaincu que le cabinet Auerperg saura à cet égard sauvegarder les principes qu'il s'est, sur son honneur, engagé à défendre.

Il y a pas à douter du reste de l'exactitude des révélations de la *Nouvelle Presse libre* sur la teneur du mémoire épiscopal.

D'autres commentaires nous viennent de Pesth, non plus sur une affaire intérieure, mais sur une grosse affaire extérieure ; il s'agit de l'entrevue prochaine des souverains d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne. Le *Lloyd de Pesth* se dit en mesure de donner à ce sujet des indications dont voici la quintessence :

« Le comte Andrassy n'entend pas suivre une politique agressive. En Orient, comme ailleurs, la politique de l'Autriche-Hongrie est une politique défensive. On ne songe pas à organiser une action contre la Russie, mais aucune puissance européenne ne pourrait permettre que la puissance russe enclôt l'Orient comme un boia, qu'elle y étouffe les individualités nationales et qu'elle avance de plus en plus jusqu'au cœur de l'Europe civilisée.

« Nous voulons la paix et, pour cette raison, nous pratiquons à un degré sans exemple la vertu de l'abstention.

« Notre patience est indéfinissable, bien qu'on la mette mille fois à l'épreuve. Nous ne nous inquiétons pas des tracasseries qu'on pousse les principautés voisines à nous faire essayer. Nous faisons semblant de ne pas voir que, à l'aide d'une indigne agitation, on excite contre notre Etat nos propres nationaux ; nous avons des yeux pour ne pas voir tout cela, des oreilles pour ne pas entendre les vociférations fanatiques de nos adversaires.

« Si l'on prenait réellement à Berlin, ce que nous ne savons pas naturellement, des résolutions à grande portée, elles n'auraient pas certainement de caractère agressif, mais elles tendraient seulement à maintenir la paix européenne et à assurer le statu quo européen actuel.

« Celui-là seul qui projette d'altérer cette situation a lieu de s'inquiéter des conséquences de l'intimité croissante des rapports entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Mais qu'on veuille la consolidation du statu quo européen, et trouve la satisfaction de ses propres intérêts.

« Si l'on était question d'une alliance, elle ne serait certainement pas dirigée contre la Russie, mais elle aurait pour but essentiel d'associer la Russie à une politique de paix, et de faire concorder les tendances de cette grande puissance avec les conditions de la paix européenne.

« Le budget de la guerre, qui sera soumis aux délibérations, sera plus élevé que celui de l'année dernière, parce qu'on désire augmenter les traitements des fonctionnaires de l'administration militaire, réorganiser le service de l'infanterie, en ce sens que tout capitaine devra disposer d'un cheval et modifier le système d'approvisionnement.

« Enfin les unionnistes de Croatie seraient d'accord avec le parti du gouvernement sur la question de la vérification des pouvoirs, au sujet de laquelle les deux fractions étaient le plus divisées. Les unionnistes consentiraient à valider toutes les élections des candidats de l'opposition, à casser celle de l'unioniste M. Raie et à ouvrir une enquête sur deux autres élections unionnistes.

« On dit aussi dans 172 circonscriptions de Hongrie : 123 déistes, 46 opposants. Jusqu'ici la droite a gagné 21 sièges.

« Durant ces opérations électorales le sang a coulé maintes fois. A Verbo, il y a eu lutte entre les déistes et la troupe, qui a fait feu et a tué quatre hommes ; huit autres sont blessés. A Darda, où a été élu M. Jokai, qui a échoué, comme on sait à Pesth, les déistes ont reçu des volées de coups de bâton et ont dû battre en retraite. Un déiste a été tué à Mokria ; un autre dans le district de Monor.

« En divers endroits, les partis se sont livrés de véritables batailles et il a fallu suspendre les opérations électorales. C'est le cas à Rimacssek (comitat de Gomor), où neuf morts et seize blessés seraient restés sur le carreau.

« Il est à remarquer que les nationalités non magyar, à l'exception des Serbes, ont généralement voté pour les déistes.

NOUVELLES D'ORIENT.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Constantinople, 21 juin.

Nous avons été bien près, ces jours passés, d'une modification ministérielle. Le grand-vizir avait proposé au Sultan quelques changements, entre autres celui du ministre des affaires étrangères ; mais des influences d'intérieur ont été mises en jeu, et Sa Majesté n'a pas voulu décaler la proposition, pour le moment du moins. Mahmoud pacha a pu, du reste, se consoler de ce petit échec. Afin de lui faire voir qu'il n'y avait rien de lui fait personnellement hostile dans ce refus, le Sultan lui a fait don de son portrait, enrichi de brillants d'un grand prix, ce qui est une marque de haute faveur. Mahmoud pacha, en a été très-fier et a tenu à montrer que pour n'avoir pas réussi à changer un ministre ou deux, il n'en était pas moins le favori du maître et qu'il fallait toujours le considérer comme tel. Le jour même, tous les fonctionnaires de la Sublime Porte, grands et petits, ont été invités par les huissiers du grand-vizir à aller processionnellement comme aux grandes solennités, présenter leurs félicitations au chef du cabinet. Le cadavre impérial était là, resplendissant, semblable à ce que devait être autrefois la foudre dans les mains de Jupiter. Tout le monde a compris la portée de cette cérémonie insolite ; aussi se regardait-on sans se parler en défilant par la porte de sortie de l'air le plus soumis et le plus humble. Ceux sur les regards du vizir s'étaient arrêtés avec bienveillance marchaient plus droit. C'était à la fois grandiose et comique. Je ne sais pas ce qu'en a pensé Serrv pacha. O Molire ! O Molire !

Midhat pacha ne sera ici que dans le courant de la semaine prochaine. On s'occupe beaucoup de lui dans le public, et l'on croit généralement que Mahmoud lui fera l'offre d'une place dans le ministère.

Les mauvaises langues disent que le grand-vizir n'ayant pas réussi à le briser, prendra le parti de s'en faire un collègue. C'est, d'ailleurs, ce que tout le monde suppose, ou, pour mieux dire, ce que tout le monde croit. On ne peut pas affirmer.

Le vice-roi d'Egypte est attendu ici dans quelques jours. Son yacht, le *Manouara*, qui avait amené une partie de sa famille, est allé le chercher. Il n'avait pas l'intention de faire cette année le voyage de Constantinople, mais il s'y est décidé sur les instances de Mahmoud pacha.

On espère arriver, d'un moment à l'autre, à une solution satisfaisante de la question des Arméniens en Arménie. Grâce à un nouveau projet d'accommodement qui est de nature à concilier tous les intérêts et à ménager tous les amours-propres, il y a déjà un rapprochement très-marqué entre les deux partis et une égale bonne volonté de s'entendre. La cour de Rome devra y mettre un peu du sien et elle le fera d'autant mieux que ce qu'on lui demande n'est pas ce qu'elle a le plus de peine à donner, c'est de l'argent, et non de la peine, et elle appelle l'impossible. Du reste, on s'attache à sauvegarder sa dignité, et cette nécessité, les séparatistes commencent eux-mêmes à la comprendre.

L'argent manque de nouveau au trésor et le gouvernement est en quête d'emprunts à l'étranger. Il vient d'en contracter un de deux cent mille livres avec la Banque ottomane. C'est un emprunt soi-disant en compte-courant, qui doit être liquidé dans un an et en monnaie ottomane, mais la Banque ottomane a reçu un dépôt en nouveaux schéms.

Les journaux anglais arrivés par le dernier courrier ont produit ici une certaine impression. Ils traitent presque toute la question de la succession à un point de vue fort différent pour nos hautes régions gouvernementales. Ces appréciations de la presse étrangère font beaucoup réfléchir Mahmoud pacha qui a déjà à compter avec la vive opposition qui se manifeste dans le pays même contre un projet qui a servi à le porter au pouvoir et qu'il y maintient.

C'est mardi prochain que sera célébrée la fête de l'anniversaire de l'avènement du Sultan. Il y aura réceptions officielles au palais, grand dîner diplomatique chez le grand-vizir et illumination le soir. Mahmoud pacha s'est arrangé de façon à donner cette fois à cette fête plus d'éclat que jamais.

NOUVELLES DE GRECE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Athènes, 16 juin.

Lorsque vers la fin de l'année 1871, le cabinet actuellement aux affaires se forma sous la présidence de M. Boulgaris, M. Comandourous y fit entrer trois de ses amis, comme ministres de la justice, de la marine et de l'instruction publique. Cette alliance entre deux hommes politiques jusqu'alors ennemis était due à l'influence du Roi. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux mettent le moment où ils pourront reprendre leur liberté et exercer le pouvoir à leur profit exclusif.

M. Boulgaris compte certainement le plus de voix dans la nouvelle Chambre, mais en regard à la rivalité avec ses collègues, il se trouve en concurrence avec les autres partis. Par cette combinaison, Sa Majesté espérait mettre un terme à l'instabilité des ministères et à leur impuissance de constituer, au sein de la Chambre, des majorités ayant quelque consistance.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre la représentation et de décréter de nouvelles élections. Celles-ci ont eu lieu au mois de mars dernier, mais leur premier résultat a été d'augmenter encore la confusion et la division des partis. Jadis nous n'en avions que quatre, aujourd'hui nous en comptons cinq. Un certain nombre d'amis de M. Comandourous n'ayant pas voulu le suivre dans son évolution ont constitué un groupe indépendant peu nombreux mais actif.

Entre ces cinq partis c'est à qui l'emportera, car les rivalités entre MM. Boulgaris et Comandourous ne sont pas éteintes. Tous les deux

